



NANTES MÉTROPOLE

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICES

Règlement de la consultation

Procédure Adaptée Ouverte
(Article R2123-1 du code de la commande publique)

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

Pouvoir adjudicateur

NANTES MÉTROPOLE

Adresse : 2, cours du champ de mars
44923 NANTES Cedex 9

Objet de la consultation

Secteurs Quartiers nantais Erdre et Doulon-Bottière à Nantes – Carquefou – Mauves-sur-Loire – Sainte-Luce-sur-Loire et Thouaré-sur-Loire - Fourniture et pose de portiques pour sécuriser des parkings

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la **fourniture et pose de portiques pour sécuriser des parkings Secteurs Quartiers nantais Erdre et Doulon-Bottière à Nantes – Carquefou – Mauves-sur-Loire – Sainte-Luce-sur-Loire et Thouaré-sur-Loire.**

Aussi, afin de sécuriser et contrôler les accès des différents espaces de stationnement, il sera installé des gabarits ouvrants motorisés spécifiques, en lieu et place des actuels portails fixes.

Il s'agit **d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.**

1.2 - Mode de consultation

Procédure Adaptée Ouverte (art. R2123-1 du Code de la commande publique)

1.3 - Décomposition de la consultation

Aucun allotissement n'est prévu pour les raisons suivantes : les prestations ne présentent aucune singularité technique et qu'il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

L'accord-cadre est dénué de tout minimum, mais est assorti d'un **montant maximum pour les 2 ans arrêté à 215 000€ HT.**

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra être solidaire et fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Classification principale	
Famille – nomenclature achats interne	SRF08 : Système de contrôle d'accès de l'Espace public
CPV	34996300-8 Équipement de commande et de contrôle, de sécurité ou de signalisation de parking

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée du marché est de 2 ans et prendra effet à compter de la date de sa notification.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation ».
- x L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), et ses annexes éventuelles.
- x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), y compris les plans, et ses annexes.
- x Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.)
- x Le Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)
- x Le Cadre de réponse au mémoire méthodologique et technique

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'**examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)	
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat	
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement	
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat	

Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Attestation d'assurance : Preuve d'une assurance pour les risques professionnels (responsabilité civile et décennale en cours de validité)
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Formulaire DC2* (Déclaration du candidat) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Déclaration d'effectifs : Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références de travaux similaires : Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles , dûment complétés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.) , dûment complété
Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) , dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
Le cadre de réponse au mémoire méthodologique, technique et environnemental, au sein duquel le candidat précisera ou produira : <ul style="list-style-type: none"> x Les fiches techniques des produits indiqués au B.P.U. : les fiches techniques serviront à vérifier les éléments indiqués par le candidat : la résistance au vandalisme et la sécurisation du système et les modalités de gestion d'ouverture, de fermeture et de garantie proposées ; x Le nombre et type de matériel et véhicules (dimensions notamment) prévus dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre ;

- x Le dimensionnement de l'équipe pour l'exécution du présent marché (nombre techniciens, encadrants, qualifications des intervenants pour intervenir sur un site sensible), pour l'exécution du présent accord-cadre ;
- x Les modes opératoires pour la fourniture et la pose des portiques à compter de la réception du bon de commande (délai de fabrication, livraison, installation) ;
- x Les mesures de sécurité prises pour le personnel intervenant lors de la pose des portiques ;
- x Les conseils et préconisations des mesures envisagées pour limiter les nuisances pendant la pose et la mise en service des portiques ;
- x Les mesures de sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales (les moyens mis en œuvre pour réutiliser les matériaux extraits lors du terrassement, les moyens mis en œuvre pour diminuer les impacts environnementaux dans le choix des matériaux) ;
- x Les mesures environnementales envisagées pour optimiser le transport lors des prestations de livraison et de pose des portiques (nombre de camions par déplacement, motorisation des véhicules et engins, vignettes crit'air).

Remarque : Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient
Prix (montant D.Q.E.)	45
Valeur technique	40
- Performance du matériel proposé en termes de résistance au vandalisme et de sécurisation du système (au regard des fiches techniques et du mémoire technique) et les modalités de gestion d'ouverture, de fermeture et de garantie proposées.	15
Pertinence des moyens opérationnels (humains, matériels et véhicules) proposés par le candidat pour réaliser la livraison et la pose des portiques (<i>à l'aune du cadre de réponse au mémoire méthodologique, technique et environnemental</i>) : <ul style="list-style-type: none"> x nombre et type de matériel et véhicules x dimensionnement de l'équipe 	15
Pertinence de la méthodologie de travail (organisation et environnement de chantier) pour la livraison des portiques amovibles et pendant la pose de ces éléments sur les parkings (<i>à l'aune du cadre de réponse au mémoire méthodologique, technique et environnemental</i>) <ul style="list-style-type: none"> x modes opératoires pour la fourniture et la pose des portiques amovibles à compter de la réception du bon de commande (délai de fabrication, livraison, installation) x mesures de sécurité prises pour le personnel intervenant lors de la pose des portiques 	10

Développement Durable	15
Pertinence des mesures proposées pour la gestion des nuisances dans le cadre de l'exécution du présent marché (<i>à l'aune du cadre de réponse au mémoire méthodologique, technique et environnemental</i>) : <ul style="list-style-type: none"> x conseils et préconisations des mesures envisagées pour limiter les nuisances pendant la pose et la mise en service des portiques. x impact environnemental des matériaux utilisés. 	5
Pertinence des mesures de sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché (<i>à l'aune du cadre de réponse au mémoire méthodologique, technique et environnemental</i>) : <ul style="list-style-type: none"> x les moyens mis en œuvre pour réutiliser les matériaux extraits lors du terrassement. x les moyens mis en œuvre pour diminuer les impacts environnementaux dans le choix des matériaux. 	5
Pertinence des mesures environnementales prises pour optimiser le transport lors des prestations de livraison et pose de ces portiques (<i>à l'aune du cadre de réponse au mémoire méthodologique, technique et environnemental</i>).	5

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente »

Négociation

Dans un premier temps et, si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les 3 entreprises les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Seules les demandes adressées au moins 6 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt, veuillez envoyer un message à l'adresse contact : contact.marches@nantesmetropole.fr